



OFFICE CONSOLIDATION

CODIFICATION ADMINISTRATIVE

Execution Act

**Loi sur l'exécution
forcée**

Revised Statutes of Ontario, 1990
Chapter E.24

Lois refondues de l'Ontario de 1990
Chapitre E.24



September 1993

septembre 1993

©Printed by the Queen's Printer for Ontario

©Imprimé par l'Imprimeur de la Reine pour l'Ontario



NOTICE

This office consolidation is prepared for purposes of convenience only. The authoritative text is set out in the official volumes.

AVIS

La présente codification administrative ne vise qu'à faciliter la consultation. Le texte authentique se trouve dans les volumes officiels.

Copies of this and other Ontario Government publications are available from Publications Ontario at 880 Bay St., Toronto. Out-of-town customers may write to Publications Ontario, 50 Grosvenor St., Toronto M7A 1N8. Telephone (416) 326-5300 or toll-free in Ontario 1-800-668-9938. Fax (416) 326-5317. The hearing impaired may call: (416) 325-3408 or toll-free in Ontario 1-800-268-7095. MasterCard and Visa are accepted. Cheques and money orders should be made payable to the Minister of Finance. Prepayment is required.

On peut se procurer des exemplaires du présent document ainsi que d'autres publications du gouvernement de l'Ontario à Publications Ontario, 880, rue Bay, Toronto. Les personnes de l'extérieur peuvent écrire à Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8 (téléphone : (416) 326-5300 ou, en Ontario, 1-800-668-9938 sans frais d'interurbain). Télécopieur : (416) 326-5317. Les malentendants peuvent composer le (416) 325-3408 ou, sans frais en Ontario, le 1-800-268-7095. Les cartes de crédit MasterCard et Visa sont acceptées. Faire le chèque ou le mandat à l'ordre du ministre des Finances. Paiement exigé d'avance.

CHAPTER E.24

Execution Act

Definitions

1. In this Act,

“execution” includes a writ of seizure and sale and every subsequent writ for giving effect thereto; (“exécution forcée”)

“sheriff” includes an officer to whom an execution is directed; (“shérif”)

“spouse” means a person of the opposite sex to whom the person is married or with whom the person is living in a conjugal relationship outside marriage; (“conjoint”)

“surviving spouse” means a person who was the person’s spouse at the time of his or her death. (“conjoint survivant”) R.S.O. 1980, c. 146, s. 1; 1986, c. 64, s. 15 (1).

Exemptions

2. The following chattels are exempt from seizure under any writ issued out of any court:

1. Necessary and ordinary wearing apparel of the debtor and his or her family not exceeding \$1,000 in value.
2. The household furniture, utensils, equipment, food and fuel that are contained in and form part of the permanent home of the debtor not exceeding \$2,000 in value.
3. In the case of a debtor other than a person engaged solely in the tillage of the soil or farming, tools and instruments and other chattels ordinarily used by the debtor in the debtor’s business, profession or calling not exceeding \$2,000 in value.
4. In the case of a person engaged solely in the tillage of the soil or farming, the livestock, fowl, bees, books, tools and implements and other chattels ordinarily used by the debtor in the debtor’s business or calling not exceeding \$5,000 in value.
5. In the case of a person engaged solely in the tillage of the soil or farming,

CHAPITRE E.24

Loi sur l’exécution forcée

Définitions

1 Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

«conjoint» Personne du sexe opposé avec laquelle la personne est mariée ou avec laquelle elle vit dans une union conjugale hors du mariage. («spouse»)

«conjoint survivant» Quiconque était le conjoint de la personne au moment du décès de cette dernière. («surviving spouse»)

«exécution forcée» S’entend en outre d’un bref de saisie-exécution et de tout bref subséquent destiné à lui donner suite. («execution»)

«shérif» S’entend en outre de l’officier à qui il est enjoint de pratiquer une exécution forcée. («sheriff») L.R.O. 1980, chap. 146, art. 1; 1986, chap. 64, par. 15 (1).

Exemptions

2 Les biens meubles suivants sont insaisissables quels que soient le bref, ou le tribunal qui l’a décerné :

1. Les vêtements nécessaires et ordinaires du débiteur et de sa famille, pour une valeur ne dépassant pas 1 000 \$.
2. Le mobilier, les ustensiles, les appareils, les comestibles et les combustibles du ménage du débiteur qui se trouvent dans son domicile et en font partie, pour une valeur ne dépassant pas 2 000 \$.
3. Dans le cas d’un débiteur autre qu’une personne qui s’adonne uniquement au labourage ou à l’exploitation agricole, les outils, instruments et autres biens meubles dont il se sert habituellement dans son commerce, sa profession ou son métier, pour une valeur ne dépassant pas 2 000 \$.
4. Dans le cas d’une personne qui s’adonne uniquement au labourage ou à l’exploitation agricole, le bétail, les volailles, les abeilles, les livres, les outils, les instruments aratoires et les autres biens meubles dont il se sert habituellement dans son commerce ou son métier, pour une valeur ne dépassant pas 5 000 \$.
5. Dans le cas d’une personne qui s’adonne uniquement au labourage ou

sufficient seed to seed all the person's land under cultivation, not exceeding 100 acres, as selected by the debtor, and fourteen bushels of potatoes, and, where seizure is made between the 1st day of October and the 30th day of April, such food and bedding as are necessary to feed and bed the livestock and fowl that are exempt under this section until the 30th day of April next following. R.S.O. 1980, c. 146, s. 2.

Sale and
refund of
amount of
exemption

3.—(1) Where exemption is claimed for a chattel referred to in paragraph 3 of section 2 that has a sale value in excess of \$2,000 plus the costs of the sale and other chattels are not available for seizure and sale, the chattel is subject to seizure and sale under a writ of execution and \$2,000 shall be paid to the debtor out of the proceeds of the sale.

Idem

(2) The debtor may, in lieu of the chattels referred to in paragraph 4 of section 2, elect to receive the proceeds of the sale thereof up to \$5,000, in which case the officer executing the writ shall pay the net proceeds of the sale if they do not exceed \$5,000 or, if they exceed \$5,000, shall pay that sum to the debtor in satisfaction of the debtor's right to exemption under that paragraph. R.S.O. 1980, c. 146, s. 3.

Money
derived from
sale of
exempted
goods

4. The sum to which a debtor is entitled under subsection 3 (1) or (2) is exempt from attachment or seizure at the instance of a creditor. R.S.O. 1980, c. 146, s. 4.

Disposal of
exempted
goods after
death of
debtor

5.—(1) After the death of the debtor, chattels exempt from seizure are exempt from the claims of creditors of the debtor.

Idem

(2) A surviving spouse is entitled to retain the chattels exempt from seizure for the benefit of the surviving spouse and the debtor's family.

Idem

(3) If there is no surviving spouse, the family of the debtor is entitled to the chattels exempt from seizure for its own benefit. 1986, c. 64, s. 15 (2).

Right of
selection

6. The debtor, the surviving spouse or the debtor's family, or, in the case of minors, their guardian, may select out of any larger number the chattels exempt from seizure. R.S.O. 1980, c. 146, s. 6; 1986, c. 64, s. 15 (3).

Articles for
which debt
contracted

7.—(1) The exemptions prescribed in this Act do not apply to exempt any chattel from seizure to satisfy a debt contracted for the purchase of such chattel, except beds, bed-

à l'exploitation agricole, une quantité suffisante de grain pour ensemercer toute la partie de son bien-fonds qui est cultivée, jusqu'à concurrence de 100 acres, que choisit le débiteur, ainsi que quatorze boisseaux de pommes de terre. Si la saisie est pratiquée entre le 1^{er} octobre et le 30 avril, la pâture, la pâtée et la litière nécessaires au bétail et aux volailles qui sont insaisissables en vertu du présent article jusqu'au 30 avril suivant. L.R.O. 1980, chap. 146, art. 2.

Vente et rem-
boursement
du montant
soustrait

3 (1) Si une demande est présentée afin de soustraire à la saisie un bien meuble visé à la disposition 3 de l'article 2 dont la valeur marchande, plus les frais de la vente, est supérieure à 2 000 \$, ce bien, en l'absence d'autres biens meubles saisissables, peut être saisi et vendu aux termes d'un bref d'exécution forcée. La somme de 2 000 \$ est alors versée au débiteur sur le produit de la vente.

Idem

(2) Le débiteur peut, au lieu de conserver les biens meubles visés à la disposition 4 de l'article 2, choisir de recevoir le produit de la vente de ces biens jusqu'à concurrence de 5 000 \$. L'officier saisissant remet alors au débiteur le produit net de la vente s'il ne dépasse pas 5 000 \$. S'il dépasse 5 000 \$, l'officier saisissant remet cette somme au débiteur afin de satisfaire au droit de ce dernier d'être soustrait à la saisie en vertu de cette disposition. L.R.O. 1980, chap. 146, art. 3.

Produit de la
vente de
biens insaisis-
sables

4 La somme d'argent à laquelle un débiteur a droit en vertu du paragraphe 3 (1) ou (2) est soustraite à la saisie-arêt ou à la saisie à la demande d'un créancier. L.R.O. 1980, chap. 146, art. 4.

Biens insaisis-
sables après
le décès du
débiteur

5 (1) Après le décès du débiteur, ses biens meubles insaisissables sont à l'abri des réclamations de ses créanciers.

Idem

(2) Le conjoint survivant a le droit de retenir les biens meubles insaisissables pour son propre usage et celui des membres de la famille du débiteur.

Idem

(3) En l'absence d'un conjoint survivant, les membres de la famille du débiteur ont droit aux biens meubles insaisissables pour leur propre usage. 1986, chap. 64, par. 15 (2).

Droit de
choisir

6 Le débiteur, le conjoint survivant ou les membres de la famille du débiteur ou, dans le cas de mineurs, leur tuteur, peuvent choisir parmi un grand nombre de biens meubles ceux qui seront insaisissables. L.R.O. 1980, chap. 146, art. 6; 1986, chap. 64, par. 15 (3).

Biens meu-
bles non
payés

7 (1) Sont exclus des biens meubles que la présente loi déclare insaisissables les biens meubles saisis pour acquitter le solde impayé du prix d'achat de ces biens meubles, à l'ex-

ding and bedsteads, including cradles in ordinary use by the debtor and his or her family and the necessary and ordinary wearing apparel of the debtor and his or her family.

Debt for maintenance

(2) The exemptions prescribed in this Act do not apply to exempt any article from seizure to satisfy a debt for maintenance of a spouse or former spouse or of a child, except tools, instruments and chattels ordinarily used by the debtor in the debtor's business, profession or calling.

Chattels purchased to defeat creditors

(3) The exemptions prescribed in this Act do not apply to chattels purchased for the purpose of defeating claims of creditors.

No exemption for corporations

(4) The exemptions prescribed in this Act are not available to a corporate debtor.

Exemptions

(5) The exemptions prescribed in this Act bind the Crown. R.S.O. 1980, c. 146, s. 7.

Disputes

8.—(1) Where a dispute arises as to,

- (a) whether or not a chattel is eligible for exemption from seizure under sections 2 to 7; or
- (b) whether or not chattels claimed to be exempt exceed the value of the exemption prescribed by section 2,

the debtor or creditor may apply to the Ontario Court (General Division) for the determination of the question, and the court shall determine the question after a hearing upon such notice to such persons as the court directs.

Application by sheriff for direction

(2) A sheriff may apply to the Ontario Court (General Division) for direction on any matter arising under sections 2 to 7. R.S.O. 1980, c. 146, s. 8, *revised*.

Sheriff may sell any lands of execution debtor

9. The sheriff to whom a writ of execution against lands is delivered for execution may seize and sell thereunder the lands of the execution debtor, including any lands whereof any other person is seized or possessed in trust for the execution debtor and including any interest of the execution debtor in lands held in joint tenancy. R.S.O. 1980, c. 146, s. 9.

Writs against lands and goods

10.—(1) Subject to the *Land Titles Act* and to section 11, a writ of execution binds the goods and lands against which it is issued from the time it has been received for execution and recorded by the sheriff.

ception des lits, de la literie et des châlits, y compris les berceaux, dont se servent habituellement le débiteur et sa famille, ainsi que leurs vêtements nécessaires et ordinaires.

(2) Sont exclus des biens meubles que la présente loi déclare insaisissables les biens meubles saisis pour satisfaire à une obligation alimentaire à l'égard d'un conjoint, d'un ex-conjoint ou d'un enfant, à l'exception des outils, des instruments ou des biens meubles dont se sert habituellement le débiteur dans son commerce, sa profession ou son métier.

(3) Sont exclus des biens meubles que la présente loi déclare insaisissables les biens meubles achetés dans l'intention de frustrer les créanciers.

(4) Sont exclus des biens meubles que la présente loi déclare insaisissables les biens meubles appartenant à une personne morale débitrice.

(5) Les biens meubles que la présente loi déclare insaisissables le sont aussi à l'égard de la Couronne. L.R.O. 1980, chap. 146, art. 7.

8 (1) Dans le cas d'un conflit portant sur la question de savoir si, selon le cas :

- a) un bien meuble est insaisissable en vertu des articles 2 à 7;
- b) la valeur des biens meubles prétendus insaisissables dépasse la valeur maximale fixée à l'article 2,

le débiteur ou le créancier peut s'adresser à la Cour de l'Ontario (Division générale) afin que la question soit tranchée. Le tribunal, après avis aux personnes qu'il désigne, tient une audience et rend sa décision.

(2) Le shérif peut s'adresser à la Cour de l'Ontario (Division générale) afin d'obtenir des directives sur toute question soulevée dans le cadre des articles 2 à 7. L.R.O. 1980, chap. 146, art. 8, *révisé*.

9 Le bref d'exécution forcée visant des biens-fonds, remis au shérif aux fins d'exécution forcée, permet à celui-ci de saisir et de vendre les biens-fonds du débiteur saisi, y compris tout bien-fonds dont une autre personne est saisie ou a la possession en qualité de fiduciaire pour le compte du débiteur saisi, ainsi que tout intérêt de ce dernier sur des biens-fonds détenus en copropriété avec gain de survie. L.R.O. 1980, chap. 146, art. 9.

10 (1) Sous réserve de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers* et de l'article 11, un bref d'exécution forcée grève les objets mobiliers et les biens-fonds visés par le bref à compter du moment où il est reçu

Obligation alimentaire

Biens meubles achetés dans l'intention de frustrer les créanciers

Insaisissabilité refusée aux personnes morales

Insaisissabilité

Conflits

Requête du shérif en vue d'obtenir des directives

Le shérif peut vendre les biens-fonds du débiteur saisi

Brefs visant des biens-fonds et des objets mobiliers

Exception

(2) Despite subsection (1), no writ of execution against goods other than bills of sale and instruments in the nature of chattel mortgages prejudices the title to such goods acquired by a person in good faith and for valuable consideration unless such person at the time of acquiring title had notice that such writ or any other writ by virtue of which the goods of the execution debtor might be seized or attached has been delivered to the sheriff and remains in the sheriff's hands unexecuted. 1988, c. 37, s. 1 (1).

Index to be kept

(3) The sheriff shall keep an index or a book in which shall be entered a record of all writs and renewals received. 1988, c. 37, s. 1 (2).

Execution issued out of Small Claims Court

(4) Subsection (1) does not apply to an execution against goods issued out of the Small Claims Court, which binds only from the time of the seizure. R.S.O. 1980, c. 146, s. 10 (3).

Writ not to bind lands unless name of debtor sufficient

11.—(1) Where the name of an execution debtor set out in a writ of execution is not that of a corporation or the firm name of a partnership, the writ does not bind the lands of the execution debtor unless,

- (a) the name of the execution debtor set out in the writ includes at least one given name in full; or
- (b) a statutory declaration of the execution creditor or execution creditor's solicitor is filed with the sheriff identifying the execution debtor by at least one given name in full. R.S.O. 1980, c. 146, s. 11 (1).

When writ binds land

(2) Subject to subsection (3), where a statutory declaration is filed under clause (1) (b), the name of the execution debtor set out in the writ shall be deemed to contain the given names affirmed in the declaration and the writ binds land from the time the declaration is received for execution and recorded by the sheriff. R.S.O. 1980, c. 146, s. 11 (2); 1988, c. 37, s. 2.

Transmission to land registry office

(3) Where a statutory declaration is filed under clause (1) (b) in respect of a writ of execution of which a copy has been transmitted to the proper land registrar under section 136 of the *Land Titles Act*, the sheriff shall transmit a copy of the declaration to the proper land registrar and the writ does not bind land registered under the *Land Titles Act* until the copy of the declaration has been

aux fins d'exécution forcée et consigné par le shérif.

Exception

(2) Malgré le paragraphe (1), aucun bref d'exécution forcée visant des objets mobiliers autres que des actes de vente mobilière et des actes de la nature de l'hypothèque mobilière ne porte atteinte au titre sur ces objets mobiliers qu'un tiers a acquis de bonne foi et à titre onéreux, sauf si celui-ci savait, au moment où il a acquis ce titre, que ce bref ou tout autre bref autorisant la saisie ou la saisie-arrêt des objets mobiliers du débiteur saisi avait été remis au shérif et demeurerait entre les mains de ce dernier sans avoir été exécuté. 1988, chap. 37, par. 1 (1).

(3) Le shérif tient un répertoire ou un registre où sont inscrits les brefs et les renouvellements reçus. 1988, chap. 37, par. 1 (2).

Tenue d'un répertoire

(4) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à un bref d'exécution forcée visant des objets mobiliers décerné par la Cour des petites créances. Le bref d'exécution forcée ne grève les objets mobiliers qu'à compter du moment de la saisie. L.R.O. 1980, chap. 146, par. 10 (3).

Bref d'exécution forcée décerné par la Cour des petites créances

11 (1) Lorsque le nom du débiteur saisi figurant dans un bref d'exécution forcée n'est pas la dénomination sociale d'une personne morale ni la raison sociale d'une société en nom collectif, le bref ne grève pas les biens-fonds du débiteur saisi à moins :

Le bref ne grève pas les biens-fonds si le débiteur n'y est pas suffisamment décrit

- a) que le nom du débiteur saisi figurant au bref comporte au moins un de ses prénoms au long;
- b) que soit déposée auprès du shérif une déclaration solennelle du créancier saisissant ou de son avocat qui identifie le débiteur saisi en donnant au moins un de ses prénoms au long. L.R.O. 1980, chap. 146, par. 11 (1).

(2) Sous réserve du paragraphe (3), si une déclaration solennelle est déposée conformément à l'alinéa (1) b), le nom du débiteur saisi figurant au bref est réputé comprendre les prénoms confirmés dans la déclaration. Le bref grève le bien-fonds à compter du moment de la réception de la déclaration aux fins d'exécution forcée et de sa consignation par le shérif. L.R.O. 1980, chap. 146, par. 11 (2); 1988, chap. 37, art. 2.

Cas où le bref grève le bien-fonds

(3) Si une déclaration solennelle est déposée conformément à l'alinéa (1) b) à l'égard d'un bref d'exécution forcée dont une copie a été transmise au registrateur compétent conformément à l'article 136 de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*, le shérif transmet une copie de la déclaration au registrateur compétent. Le bref ne grève pas le bien-fonds enregistré conformément à la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*

Transmission au bureau d'enregistrement immobilier

received by the proper land registrar. R.S.O. 1980, c. 146, s. 11 (3).

Notice to
land registry
office of
withdrawal
of writ of
execution

12. Where a writ of execution or renewal thereof of which a copy was transmitted to the proper land registrar under section 136 of the *Land Titles Act* is withdrawn, the sheriff shall forthwith transmit to the proper land registrar a certificate under his or her hand stating that the writ has been withdrawn. R.S.O. 1980, c. 146, s. 12.

Liability of
land to
execution

13. Subject to the *Courts of Justice Act* and the rules of court, land and other hereditaments and real estate belonging to any person indebted are liable to and chargeable with all just debts, duties and demands of whatsoever nature or kind owing by any such person to Her Majesty or to any of her subjects and are assets for the satisfaction thereof and are subject to the like remedies, proceedings and process for seizing, selling or disposing of them towards the satisfaction of such debts, duties and demands, and in like manner as personal estate is seized, sold or disposed of. R.S.O. 1980, c. 146, s. 13.

Seizure of
shares and
dividends
under execu-
tion

14.—(1) Shares and dividends and any equitable or other right, property, interest or equity of redemption in or in respect of shares or dividends in a bank listed in Schedule I or II to the *Bank Act* (Canada) or a corporation having transferable shares shall be deemed to be personal property found in the place where notice of the seizure thereof is served, and may be seized under execution and sold thereunder in like manner as other personal property.

Notice of
seizure

(2) The sheriff on being informed on behalf of the execution creditor that the execution debtor has such shares, and on being required to seize them, shall forthwith serve a copy of the execution on the bank or corporation with a notice that all the shares of the execution debtor are seized thereunder, and from the time of service the seizure shall be deemed to be made and no transfer of the shares by the execution debtor is valid unless and until the seizure has been discharged, and every seizure and sale made under the execution shall include all dividends, premiums, bonuses or other pecuniary profits upon the shares seized, and they shall not, after notice as aforesaid, be paid by the bank or corporation to anyone except the person to whom the shares have been sold.

How seizure
made

(3) Such seizure may be made and notice given by the sheriff where the bank or corporation has within his or her bailiwick a place at which service of process may be made, or where a share register is kept.

jusqu'à ce qu'une copie de la déclaration ait été reçue par le registrateur compétent. L.R.O. 1980, chap. 146, par. 11 (3).

12 En cas de retrait d'un bref ou d'un bref renouvelé, dont une copie a été transmise au registrateur compétent conformément à l'article 136 de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*, le shérif transmet sans délai à ce dernier un certificat signé de sa main attestant le retrait du bref. L.R.O. 1980, chap. 146, art. 12.

13 Sous réserve de la *Loi sur les tribunaux judiciaires* et des règles de pratique, les biens-fonds ainsi que les autres héritages et biens immeubles d'un débiteur sont susceptibles d'être grevés par les dettes, les obligations et les demandes, et d'être affectés au paiement de celles-ci, quelles qu'en soient la nature et l'espèce, à Sa Majesté ou à l'un de ses sujets. La saisie, la vente ou autre forme d'aliénation de ces biens effectuées en vue d'acquitter les dettes, les obligations et les demandes s'effectuent par voie des mêmes recours, instances et actes de procédure et de la même manière qu'à l'égard des biens personnels. L.R.O. 1980, chap. 146, art. 13.

14 (1) Les actions et dividendes d'une banque mentionnée à l'annexe I ou II de la *Loi sur les banques* (Canada) ou d'une personne morale dont les actions sont transférables, ainsi que les droits, notamment en equity, le droit de propriété, l'intérêt ou le droit de rachat sur ces actions ou dividendes ou à l'égard de ceux-ci, sont réputés être des biens personnels se trouvant sur les lieux où l'avis de la saisie est signifié, et peuvent faire l'objet d'une exécution forcée de la même manière que les autres biens personnels.

(2) Le shérif, dès qu'il est informé pour le compte du créancier saisissant de la possession de ces actions par le débiteur saisi et dès qu'il est requis de les saisir, signifie sans délai à la banque ou à la personne morale une copie de l'exécution forcée, accompagnée d'un avis selon lequel toutes les actions de ce débiteur sont de ce fait saisies. À compter de la date de cette signification, la saisie est réputée avoir été pratiquée et aucun transfert d'actions de la part du débiteur saisi n'est valable avant qu'il ne soit donné mainlevée de la saisie. La saisie et la vente faites en application de l'exécution forcée comprennent les dividendes, les primes, les bonis et autres bénéfices pécuniaires sur les actions saisies. Après réception de cet avis, la banque ou la personne morale ne doit les payer qu'à l'acheteur des actions.

(3) Le shérif peut pratiquer la saisie et donner l'avis, dans son ressort, à l'endroit où la banque ou la personne morale peut recevoir signification, ou à l'endroit où est conservé le registre des actionnaires.

Avis de
retrait au
bureau d'en-
registrement
immobilier

Bien-fonds
susceptible
d'exécution
forcée

Saisie d'ac-
tions et de
dividendes en
vertu d'une
exécution for-
cée

Avis de la
saisie

Lieu de la
saisie

Provisions for the case of more than one place of service

(4) If the bank or corporation has more than one place where service of process may be made, and there is some place where transfers of shares may be notified to and entered by the bank or corporation, so as to be valid as regards the bank or corporation, or where dividends or profits as aforesaid on stock may be paid other than the place where service of such notice has been made, the notice does not affect any transfer or payment of dividends or profits duly made and entered at any such other place, so as to subject the bank or corporation to pay twice, or so as to affect the rights of a purchaser, until after the expiration of a period from the time of service sufficient for the transmission of notice of service by post from the place where it has been made to such other place, which notice it is the duty of the bank or corporation to so transmit.

Mode of proceeding after sale

(5) Where any such share is sold, the sheriff shall within ten days after the sale serve upon the bank or corporation at a place where service of process may be made a copy of the execution with his or her certificate endorsed thereon certifying the sale and the name of the purchaser who shall have the same rights and be under the same obligations as if the purchaser had purchased the share from the execution debtor at the time of the service of notice under subsection (2).

Saving of all other remedies

(6) Nothing in this Act affects any remedy that the execution creditor might, without this Act, have had against any such share or the dividends, premiums, bonuses or other pecuniary profits in respect thereof, and subsections (1) to (4) apply to such remedy in so far as they can be applied thereto. R.S.O. 1980, c. 146, s. 14.

Seizure and sale of shares in private company

15. If a sheriff seizes the shares of an execution debtor in a private company, he or she shall first offer them for sale to the other shareholders or any one of them in such private company, and if none of them will purchase the shares for a reasonable price, the sheriff may then offer the debtor's interest therein for sale to the public generally and sell and convey to the highest bidder. R.S.O. 1980, c. 146, s. 15.

Procedure for sale of equitable interests

16. The procedure for seizure and sale in the case of an equitable or other right, property, interest or equity of redemption in or in respect of a share shall be the same as provided in this Act in the case of shares and dividends, and the same shall be held to be personal property found in the place where notice of the seizure is served. R.S.O. 1980, c. 146, s. 16.

(4) Si la banque ou la personne morale a plus d'un endroit où la signification peut être faite et qu'il existe soit un endroit où la banque ou la personne morale peut être avisée des transferts d'actions et peut les inscrire de façon à les rendre opposables, soit un endroit où les dividendes ou les bénéfices peuvent être payés sur des actions, ni l'un ni l'autre n'étant l'endroit où la signification a été faite, l'avis n'a pas d'incidence sur le transfert ou le paiement de dividendes ou de bénéfices dûment effectués et inscrits à cet autre endroit de façon à obliger la banque ou la personne morale à payer deux fois ou de façon à porter atteinte aux droits d'un acheteur, jusqu'à l'expiration d'un délai suffisant après la signification pour permettre à la banque ou à la personne morale à qui il incombe de le faire de transmettre l'avis de signification par courrier, du lieu où la signification a été faite jusqu'à cet autre endroit.

Lorsqu'il y a plus d'un endroit où la signification peut être faite

(5) Lorsqu'une action est ainsi vendue, le shérif, dans les dix jours de la vente, signifie à la banque ou à la personne morale, à l'endroit où la signification peut être faite, une copie de l'exécution forcée portant l'attestation du shérif établissant la vente et le nom de l'acquéreur. Ce dernier jouit des mêmes droits et est soumis aux mêmes obligations que s'il avait acheté cette action au débiteur saisi au moment de la signification de l'avis faite en vertu du paragraphe (2).

Procédure à suivre après la vente

(6) La présente loi n'a pas pour effet de porter atteinte aux recours dont aurait pu jouir le créancier saisissant, si ce n'était la présente loi, à l'égard des actions, ou des dividendes, primes, bonis ou autres bénéfices pécuniaires à l'égard de ces actions. Les paragraphes (1) à (4) s'appliquent à ces recours dans la mesure du possible. L.R.O. 1980, chap. 146, art. 14.

Autres recours

15 Si le shérif saisit les actions que possède dans une compagnie privée le débiteur saisi, il les offre d'abord aux autres actionnaires de cette compagnie ou à l'un d'eux. S'il ne trouve pas acquéreur parmi eux à un prix raisonnable, le shérif peut alors offrir en vente au grand public l'intérêt que peut y avoir le débiteur, et procéder à la vente et à la cession au plus offrant. L.R.O. 1980, chap. 146, art. 15.

Saisie et vente des actions d'une compagnie privée

16 La procédure à suivre dans le cas de la saisie-exécution des droits, notamment en equity, du droit de propriété, de l'intérêt ou du droit de rachat à l'égard d'une action est la même que celle que prévoit la présente loi à l'égard des actions et des dividendes. Les droits précités sont réputés être des biens personnels se trouvant dans les lieux où l'avis de la saisie est signifié. L.R.O. 1980, chap. 146, art. 16.

Procédure à suivre pour la vente d'intérêts en equity

Rights under
patent of
invention

17.—(1) All rights under letters patent of invention and any equitable or other right, property, interest or equity of redemption therein shall be deemed to be personal property and may be seized and sold under execution in like manner as other personal property.

How seizable

(2) Such seizure and sale may be made by the sheriff having in his or her hands to be executed an execution against the property of the debtor who is the owner of or interested in the letters patent.

Notice of
seizure

(3) Notice of the seizure shall forthwith be sent to the Patent Office, Ottawa, and the interest of the debtor shall be bound from the time when the notice is received there. R.S.O. 1980, c. 146, s. 17.

Seizure and
sale of rights
in chattels,
etc.

18. The sheriff may seize and sell any equitable or other right, property, interest or equity of redemption in or in respect of any goods, chattels or personal property, including leasehold interests in any land of the execution debtor, and, except where the sale is under an execution against goods issued out of the Small Claims Court, the sale conveys whatever equitable or other right, property, interest or equity of redemption the debtor had or was entitled to in or in respect of the goods, chattels or personal property at the time of the delivery of the execution to the sheriff for execution, and, where the sale is under an execution against goods issued out of the Small Claims Court, the sale conveys whatever equitable or other right, property, interest or equity of redemption the debtor had or was entitled to in or in respect of the goods, chattels or personal property at the time of the seizure. R.S.O. 1980, c. 146, s. 18.

Money and
securities for
money

19.—(1) The sheriff shall seize any money or banknotes, including any surplus of a former execution against the debtor, and any cheques, bills of exchange, promissory notes, bonds, mortgages, specialties or other securities for money belonging to the person against whom the execution has been issued, and, subject to the *Creditors' Relief Act*, shall pay or deliver to the party who sued out the execution the money or banknotes so seized, or a sufficient part thereof, and hold such cheques, bills of exchange, promissory notes, bonds, mortgages, specialties or other securities for money as security for the amount directed to be levied, or so much thereof as has not been otherwise levied or raised, and the sheriff may sue in his or her own name for the recovery of the sums secured thereby.

Book debts
and choses
in action

(2) The sheriff may seize any book debts and other choses in action of the execution debtor and may sue in his or her own name

17 (1) Les brevets d'invention et les droits, notamment en equity, le droit de propriété, l'intérêt ou le droit de rachat qui s'y rattachent, sont réputés être des biens personnels et peuvent être saisis et vendus de la même manière que les autres biens personnels.

(2) Cette saisie-exécution peut être pratiquée par le shérif muni d'un bref d'exécution forcée visant les biens du débiteur qui est titulaire du brevet ou y a un intérêt quelconque.

(3) L'avis de la saisie est expédié sans délai au bureau des brevets à Ottawa. L'intérêt du débiteur est grevé à compter de la réception de l'avis à cet endroit. L.R.O. 1980, chap. 146, art. 17.

18 Le shérif peut saisir et vendre les droits, notamment en equity, le droit de propriété, l'intérêt ou le droit de rachat à l'égard des objets mobiliers, des biens meubles ou des biens personnels, y compris tout droit de tenure à bail sur un bien-fonds du débiteur saisi. La vente transfère les droits, notamment en equity, le droit de propriété, l'intérêt ou le droit de rachat que possédait le débiteur saisi ou auxquels il avait droit au moment de la remise de l'exécution forcée au shérif, sauf si la vente est faite en vertu d'une exécution forcée visant des objets mobiliers décernée par la Cour des petites créances. La vente, dans ce cas, transfère les droits précités que possédait le débiteur saisi ou auxquels il avait droit au moment de la saisie. L.R.O. 1980, chap. 146, art. 18.

19 (1) Le shérif saisit l'argent ou les billets de banque, y compris tout excédent provenant d'une exécution forcée antérieure pratiquée contre le débiteur, ainsi que les chèques, lettres de change, billets à ordre, obligations, hypothèques, actes scellés ou autres titres de créance appartenant au débiteur saisi. Sous réserve de la *Loi sur le désintéressement des créanciers*, le shérif remet au créancier saisissant l'argent ou les billets de banque ainsi saisis, ou une part suffisante de ceux-ci. Il garde en sa possession les chèques, lettres de change, billets à ordre, obligations, hypothèques, actes scellés et autres titres de créance en garantie des sommes d'argent qu'il est tenu de prélever ou la partie de ces sommes qui n'a pas été autrement prélevée ou recueillie. Le shérif peut intenter, en son propre nom, une action en recouvrement des sommes ainsi garanties.

(2) Le shérif peut saisir tous les comptes débiteurs et autres droits d'action qui appartiennent au débiteur saisi. Il peut intenter, en

Brevets d'invention

Comment s'opère la saisie

Avis de la saisie

Saisie-exécution des droits sur des biens meubles

Argent et titres de créance

Comptes débiteurs et droits d'action

for the recovery of the money payable in respect thereof.

Sale by
sheriff

(3) If it appears to the sheriff that an attempt to collect the book debts, choses in action or the securities for the money referred to in subsections (1) and (2) would be less beneficial to the creditors than a sale thereof, the sheriff may proceed to sell such book debts, choses in action and securities by public auction in the same manner as the debtor's goods may be sold when taken in execution.

Effect of
payment to
sheriff

(4) The payment to the sheriff by the person liable on such cheque, bill of exchange, promissory note, bond, mortgage, specialty or other security, with or without suit, or recovery from the person, discharges the person to the extent of such payment or recovery from the person's liability thereon.

Payment of
proceeds

(5) Subject to the *Creditors' Relief Act*, the sheriff shall pay over to the party who sued out the execution the money so paid or recovered, or a sufficient sum to discharge the amount directed to be levied, and if, after satisfaction thereof and of the fees, poundage and expenses of the sheriff, a surplus remains, it shall be paid to the party against whom the execution issued.

Indemnity of
sheriff

(6) A sheriff is not bound to sue any person liable upon such cheque, bill of exchange, promissory note, bond, mortgage, specialty or other security unless the party who sued out the execution enters into a bond with two sufficient sureties to indemnify the sheriff against all costs and expenses to be incurred in the prosecution of the action, or to which he or she may become liable in consequence thereof, and the expenses of the bond, not exceeding \$5, may be deducted from any money recovered in the action. R.S.O. 1980, c. 146, s. 19.

Execution of
writ of
seizure and
sale

20.—(1) A sheriff acting under a writ of seizure and sale, a writ of delivery or a writ of sequestration may use reasonable force to enter land and premises other than a dwelling where he or she believes, on reasonable and probable grounds, that there is property liable to be taken in execution under the writ and may use reasonable force to execute the writ.

Idem,
dwelling

(2) A sheriff acting under a writ of seizure and sale, a writ of delivery or a writ of sequestration in respect of property on premises that is used as a dwelling shall not use force to enter the dwelling or execute the writ except under the authority of an order of the court by which the writ was issued,

son propre nom, une action en recouvrement des sommes exigibles à l'égard des comptes débiteurs ou des droits d'action.

Vente par le
shérif

(3) Si le shérif estime que la tentative de recouvrement des sommes d'argent visées aux paragraphes (1) et (2) serait moins avantageuse pour les créanciers que la vente, il peut procéder à la vente aux enchères publiques des comptes débiteurs, droits d'action ou titres de créance de la même manière que pour la vente des objets mobiliers du débiteur lors d'une exécution forcée.

Effet du paie-
ment fait au
shérif

(4) Le paiement que fait au shérif le débiteur du chèque, de la lettre de change, du billet à ordre, de l'obligation, de l'hypothèque, de l'acte scellé ou d'un autre titre, ou le recouvrement auprès du débiteur, que ce soit dans le cadre d'une action ou non, constitue à l'égard de ce dernier une quittance jusqu'à concurrence du montant du paiement ou de la somme recouvrée.

Remise des
sommes
recouvrées

(5) Sous réserve de la *Loi sur le désintéressement des créanciers*, le shérif verse au créancier saisissant les sommes d'argent ainsi versées ou recouvrées, ou une somme suffisante pour couvrir le montant qu'il a reçu l'ordre de prélever. L'excédent éventuel, une fois retenus les honoraires, la commission et les frais du shérif, est versé au débiteur saisi.

Indemnité du
shérif

(6) Le shérif n'est pas tenu d'intenter une action contre le débiteur du chèque, de la lettre de change, du billet à ordre, de l'obligation, de l'hypothèque, de l'acte scellé ou d'un autre titre, à moins que le créancier saisissant ne s'oblige, en vertu d'un cautionnement souscrit par deux cautions solvables, à indemniser le shérif de tous les frais et dépens engagés ou dont il pourrait être tenu dans la poursuite de cette action. Les frais occasionnés par le cautionnement peuvent être déduits, jusqu'à concurrence de 5 \$, des sommes d'argent recouvrées par suite de cette action. L.R.O. 1980, chap. 146, art. 19.

Exécution du
bref de sai-
sie-exécution

20 (1) Le shérif agissant aux termes d'un bref de saisie-exécution, d'un bref de délaissement ou d'un bref de mise sous séquestre judiciaire peut employer la force raisonnable pour pénétrer sur un bien-fonds et dans un lieu, à l'exception d'un logement, s'il a des motifs raisonnables et probables de croire qu'il s'y trouve des biens saisissables en vertu du bref. Il peut aussi avoir recours à la force raisonnable pour exécuter le bref.

Idem,
logement

(2) Le shérif agissant aux termes d'un bref de saisie-exécution, d'un bref de délaissement ou d'un bref de mise sous séquestre judiciaire à l'égard des biens se trouvant dans un lieu qui est utilisé comme logement ne doit pas, si ce n'est sous l'autorité d'une ordonnance du tribunal qui a décerné le bref,

and the court may make the order where in the opinion of the court there is reasonable and probable grounds to believe that there is property on the premises that is liable to be taken in execution under the writ. 1984, c. 11, s. 177 (1), *part*.

Execution of writ of possession

21.—(1) A sheriff acting under a writ of possession may use reasonable force to enter and take possession of the land and premises referred to in the writ.

Idem

(2) In executing a writ of possession it is not necessary to remove personal property from the land and premises. 1984, c. 11, s. 177 (1), *part*.

When sheriff obliged to seize goods claimed by third parties

22.—(1) A sheriff is not, without written instructions and a bond as hereinafter mentioned, obliged to seize property in the possession of a third person claiming it and not in the possession of the debtor against whose property the execution was issued.

Instructions

(2) The instructions shall specify the property in such a way as to enable the sheriff to identify it.

Bond

(3) The bond shall be a bond of indemnity to the sheriff and his or her assigns, with two sufficient sureties who shall justify in double the value of the property, and the value shall be stated in an affidavit by the creditor or the creditor's solicitor or agent attached to the bond.

Conditions of bond

(4) The bond shall be assignable to the claimant, and shall be conditioned that the persons executing it shall be liable for the damages, costs and expenses that the sheriff or the claimant may be put to by the seizure and subsequent proceedings, including interpleader proceedings, if any, and which the claimant does not recover from other persons who ought to pay them. R.S.O. 1980, c. 146, s. 20 (1-4).

Settlement by judge

(5) If the sheriff is not satisfied with the bond offered, the matter in difference shall be determined by a judge of the Ontario Court (General Division). R.S.O. 1980, c. 146, s. 20 (5), *revised*.

Right of sheriff to interpleader

(6) Nothing in this section limits the right of the sheriff to apply for relief by interpleader. R.S.O. 1980, c. 146, s. 20 (6).

Taking money secured by mortgage under execution

23.—(1) If a sheriff is informed on behalf of the execution creditor that the execution debtor is a mortgagee of land and that the mortgage is registered, or that the debtor is entitled to receive a sum of money charged upon land by virtue of a registered instrument, and, if the sheriff is required on behalf

avoir recours à la force pour pénétrer dans le logement ou pour exécuter le bref. Le tribunal peut rendre cette ordonnance si elle a des motifs raisonnables et probables de croire qu'il se trouve dans le lieu des biens saisissables en vertu du bref. 1984, chap. 11, par. 177 (1), *en partie*.

21 (1) Le shérif agissant aux termes d'un bref de mise en possession peut employer la force raisonnable pour pénétrer sur le bien-fonds et dans le lieu précisés dans le bref, et en prendre possession.

(2) Lors de l'exécution d'un bref de mise en possession, il n'est pas nécessaire d'enlever les biens personnels qui se trouvent sur le bien-fonds et dans le lieu. 1984, chap. 11, par. 177 (1), *en partie*.

22 (1) À moins d'avoir des directives écrites à ce sujet et le cautionnement visés par le présent article, le shérif n'est pas tenu de saisir les biens qui sont en la possession d'un tiers qui les revendique et non en la possession du débiteur saisi.

(2) Les directives décrivent les biens avec suffisamment de précision pour permettre au shérif de les identifier.

(3) Le cautionnement consiste en un cautionnement en faveur du shérif et de ses ayants droit, souscrit par deux cautions solvables pouvant répondre du double de la valeur des biens. Cette valeur est énoncée dans un affidavit souscrit par le créancier, ou par son avocat ou représentant, et annexé au cautionnement.

(4) Le cautionnement est cessible au tiers qui revendique les biens. Il est subordonné à la condition que ses souscripteurs soient tenus des dommages-intérêts, frais et dépens que la saisie et les instances éventuelles, notamment l'*interpleader*, le cas échéant, peuvent entraîner pour le shérif ou le tiers, qui ne les recouvre pas des personnes qui en sont tenues. L.R.O. 1980, chap. 146, par. 20 (1) à (4).

(5) Si le cautionnement offert n'est pas jugé suffisant par le shérif, le différend est réglé par un juge de la Cour de l'Ontario (Division générale). L.R.O. 1980, chap. 146, par. 20 (5), *révisé*.

(6) Le présent article ne limite pas le droit du shérif de demander une ordonnance d'*interpleader*. L.R.O. 1980, chap. 146, par. 20 (6).

23 (1) Si le shérif est informé, au nom du créancier saisissant, que le débiteur saisi détient une hypothèque et que celle-ci est enregistrée, ou qu'il a le droit de recevoir une somme d'argent imputée à un bien-fonds aux termes d'un acte enregistré, et si le shérif est tenu, au nom du créancier saisissant, de

Exécution du bref de mise en possession

Idem

Shérif tenu de saisir des objets mobiliers revendiqués par des tiers

Directives

Cautionnement

Conditions du cautionnement

Règlement du différend par le juge

Droit du shérif à l'*interpleader*

Saisie de sommes d'argent garanties par hypothèque

of the execution creditor to seize the mortgage or charge and is furnished in writing with the information necessary to enable him or her to give the notice hereinafter mentioned, he or she shall, upon payment of the proper fees, forthwith deliver or transmit to the land registrar in whose office the mortgage or other instrument is registered, who shall forthwith register it, a notice in the form or to the effect following:

Form of
sheriff's
notice to
registrar

To the Land Registrar of

By virtue of an execution issued out of the Ontario Court (General Division) (or as the case may be) whereby I am commanded to levy of the goods and chattels of A. B. \$..... for debt, and \$.... for costs lately adjudged to be paid by A. B. to C. D., besides the costs of execution, I have this day seized and taken in execution all the estate, right, title and interest of A. B. in a mortgage made by X.Y. to A.B., bearing date the day of , 19....., and registered in the Land Registry Office for the Land Registry Division of.... (or as the case may be) on the.....day of, 19....., as number..... (or the said mortgage or other instrument may be described in any other manner by reference to dates, parties and the land covered as will enable the notice to be registered against the land therein described) and in the money secured thereby, and this notice is given for the purpose of binding the interest of A. B. under sections 23 to 26 of the *Execution Act*.

Dated this.....day of, 19.....

(Signed)

Sheriff

R.S.O. 1980, c. 146, s. 21 (1), revised.

Effect of
registration
of sheriff's
notice to
registrar

(2) Upon registration of the notice, the interest of the execution debtor in the mortgage or other instrument and in the land therein described and in the money thereby secured and in all covenants and stipulations for securing payment thereof is bound by the execution, and such registration is notice of the execution and seizure to all persons who may thereafter in any way acquire an interest in the mortgage, land, money or covenants, and the rights of the sheriff and of the execution creditor have priority over the rights of all such persons subject, as regards the mortgagor or person liable to pay the money secured by the mortgage or charge, to section 24. R.S.O. 1980, c. 146, s. 21 (2).

Notice to
mortgagor

24.—(1) A notice similar to that mentioned in section 23 shall also be served upon the mortgagor or the person who is liable to pay the money secured by the registered instrument, and after such service the person served shall pay to the sheriff all money then payable and, as it becomes due, all money that may become payable to the execution

saisir l'hypothèque ou la charge, et reçoit par écrit les renseignements nécessaires pour lui permettre de donner l'avis mentionné ci-après, il remet ou transmet sans délai au registrateur du bureau d'enregistrement immobilier où est enregistré l'hypothèque ou autre instrument, sur paiement des droits prévus, un avis, que le registrateur enregistre sans délai, rédigé selon la formule suivante ou portant ce qui suit :

Au registrateur de

En vertu d'une exécution forcée décernée par la Cour de l'Ontario (Division générale) (ou, selon le cas) qui m'enjoint de prélever sur les objets mobiliers ou les biens meubles de A.B., la somme de \$ représentant le montant de sa dette, et la somme de \$ représentant le montant des dépens adjugés à C.D. qui doivent être payés par A.B. en plus des frais de l'exécution forcée, j'ai, en ce jour, procédé à l'exécution forcée du domaine, des droits, des titres et de l'intérêt que possède A.B. sur une hypothèque qui lui a été consentie par X.Y. en date du 19... et enregistrée au bureau d'enregistrement immobilier de la division d'enregistrement de (ou, selon le cas) le 19... sous le numéro..... (ou l'hypothèque ou autre acte peut être décrit en renvoyant aux dates, aux parties et au bien-fonds visé, de façon à permettre d'enregistrer l'avis sur le bien-fonds qui y est décrit), ainsi que sur les sommes d'argent ainsi garanties. Le présent avis est donné afin que soit grevé l'intérêt de A.B. en vertu des articles 23 à 26 de la *Loi sur l'exécution forcée*.

Fait le 19...

(Signature)

Shérif

L.R.O. 1980, chap. 146, par. 21 (1), révisé.

(2) Dès l'enregistrement de l'avis, l'intérêt du débiteur saisi sur l'hypothèque ou autre acte, ainsi que sur le bien-fonds qui y est décrit, sur les sommes d'argent ainsi garanties et sur les engagements et stipulations qui en assurent le paiement, est grevé par l'exécution forcée. L'enregistrement constitue un avis de l'exécution forcée et de la saisie à toutes les personnes qui peuvent, par la suite, acquérir un intérêt sur l'hypothèque, le bien-fonds, les sommes d'argent ou les engagements. Les droits du shérif et du créancier saisissant priment ceux de toutes les personnes précitées, sous réserve de l'article 24, à l'égard du débiteur hypothécaire ou de la personne tenue du paiement des sommes d'argent garanties par l'hypothèque ou la charge. L.R.O. 1980, chap. 146, par. 21 (2).

Formule de
l'avis du shérif
au registrateur

Effet de l'enregistrement
de l'avis
donné par le
shérif au
registrateur

Avis au débiteur
hypothécaire

24 (1) Un avis semblable à celui qui est visé à l'article 23 est également signifié au débiteur hypothécaire ou à la personne tenue du paiement des sommes d'argent garanties par l'acte enregistré. Une fois la signification faite, son destinataire verse au shérif toutes les sommes d'argent alors exigibles ainsi que celles qui peuvent échoir au débiteur saisi, au

debtor so far as may be necessary to satisfy the execution.

Mode of
effecting
service

(2) Service of the notice may be made personally, or by leaving it at the dwelling-house of the person to be served with an adult residing there, or by registered mail to the proper address of the person to be served.

Payments
made after
notice

(3) Any payment made after service of the notice or after actual knowledge of the seizure is void as against the sheriff and the execution creditor. R.S.O. 1980, c. 146, s. 22.

Sheriff
enforcing
mortgage

25. In addition to the remedies provided in this Act, the sheriff may bring an action on any mortgage or other instrument seized under this Act for the sale or foreclosure of the land covered by it, and is entitled to a bond of indemnity as in the cases provided for in subsection 19 (6). R.S.O. 1980, c. 146, s. 23.

When
seizure may
be vacated

26.—(1) Upon an execution, notice whereof is registered under section 23, expiring or being satisfied, set aside or withdrawn, a certificate of such fact shall be given by the sheriff or by the execution creditor, and it or the order to set aside, as the case may be, may be registered, and thereupon the seizure is vacated and at an end.

Verification
of order and
certificates

(2) The order or the certificate of the sheriff does not require verification.

Idem

(3) The certificate of the execution creditor shall be verified by the oath of a subscribing witness as in the case of other instruments affecting land. R.S.O. 1980, c. 146, s. 24.

Taking secu-
rity interests
in personal
property in
execution

27.—(1) Where an execution debtor is a secured party and the security interest is perfected by registration under the *Personal Property Security Act*, upon payment of the proper fees, a sheriff may seize the security interest by registering a financing change statement under that Act in the form prescribed thereunder recording the seizure of the security interest and the sheriff, after registering the financing change statement, may sell the execution debtor's security interest.

Effect of
registration

(2) Upon the registration of the financing change statement referred to in subsection (1), the security interest of the execution debtor is bound by the execution, and the registration is notice of the execution and seizure to all persons who may thereafter acquire an interest in the security agreement or the property subject to the security interest and the rights of the sheriff and the execution creditor have priority over the rights

fur et à mesure de leur échéance, jusqu'à concurrence du montant nécessaire pour satisfaire à l'exécution forcée.

Mode de
signification

(2) L'avis est signifié soit à personne, soit en le laissant au logement du destinataire, à un adulte qui y réside, soit en l'expédiant par courrier recommandé à l'adresse correcte du destinataire.

Versement
effectué après
la significa-
tion

(3) Le versement effectué après la signification de l'avis, ou après que le destinataire de l'avis a eu connaissance réelle de la saisie, est nul sauf s'il est fait au shérif ou au créancier saisissant. L.R.O. 1980, chap. 146, art. 22.

Réalisation
de l'hypo-
thèque par le
shérif

25 Outre les recours prévus par la présente loi, le shérif peut intenter une action en regard d'une hypothèque ou d'un autre acte saisi en vertu de la présente loi, en vue de la vente du bien-fonds grevé ou de la forclusion du droit. Il a droit au cautionnement visé au paragraphe 19 (6). L.R.O. 1980, chap. 146, art. 23.

Mainlevée de
la saisie

26 (1) Le shérif ou le créancier saisissant délivre un certificat attestant l'expiration, la réalisation, l'annulation ou le retrait d'une exécution forcée dont l'avis est enregistré conformément à l'article 23. Il est donné mainlevée de la saisie qui prend fin lors de l'enregistrement de ce certificat ou de l'ordonnance d'annulation, selon le cas.

Vérification
de l'ordon-
nance et du
certificat

(2) L'ordonnance ou le certificat du shérif font foi de leur contenu.

Idem

(3) Le certificat du créancier saisissant est attesté par serment d'un témoin signataire de la même façon qu'un autre acte juridique touchant un bien-fonds. L.R.O. 1980, chap. 146, art. 24.

Sûreté

27 (1) Si le débiteur saisi est un créancier garanti et que la sûreté qu'il détient est rendue opposable par enregistrement aux termes de la *Loi sur les sûretés mobilières*, sur paiement des droits appropriés, le shérif peut saisir la sûreté en enregistrant un état de modification du financement aux termes de la *Loi sur les sûretés mobilières*, selon la formule prescrite par celle-ci, consignait ainsi la saisie de la sûreté. Après enregistrement de l'état de modification du financement, le shérif peut vendre la sûreté du débiteur saisi.

Effet de l'en-
registrement

(2) Dès l'enregistrement de l'état de modification du financement visé au paragraphe (1), la sûreté du débiteur saisi est grevée par l'exécution forcée. L'enregistrement constitue un avis de l'exécution forcée et de la saisie aux personnes susceptibles d'acquérir par la suite un droit sur le contrat de sûreté ou sur les biens sur lesquels porte la sûreté. Les droits du shérif et du créancier saisissant ont la priorité sur ceux de toutes les personnes

of all persons who subsequently acquire an interest in the security agreement.

Service of
notice on
debtor

(3) The debtor under a security agreement is not affected by a seizure under this section unless a notice of the seizure has been served upon the debtor, and any payment made by the debtor under the security agreement to the secured party before such service shall be valid.

Payment to
sheriff

(4) After the debtor has been served with a notice of seizure under subsection (3), the debtor shall pay to the sheriff all money then payable and, as it becomes due, all money that may become payable under the security agreement so far as may be necessary to satisfy the execution.

Payments
made after
notice

(5) Any payment made to the secured party after service of the notice of seizure under subsection (3) or after actual knowledge of the seizure is void as against the sheriff and the execution creditor.

When
seizure no
longer effec-
tive

(6) Where a financing change statement has been registered under subsection (2) and the execution has expired or is satisfied, set aside or withdrawn, the sheriff shall register a financing change statement under the *Personal Property Security Act* in the form prescribed thereunder recording the fact that the seizure of the security interest is no longer effective.

Rights and
remedies of
sheriff

(7) In addition to the remedies provided in this Act, upon seizure of the security interest, the sheriff has all the rights and remedies of the execution debtor under the security agreement and the *Personal Property Security Act*, and the sheriff is entitled to a bond of indemnity sufficient to indemnify against all costs and expenses to be incurred by the sheriff in the enforcement of the security agreement. 1989, c. 16, s. 83, *part*.

Definition

28.—(1) Where the word “mortgagor” occurs in this section, it shall be read and construed as if the words “the mortgagor’s heirs, executors, administrators or assigns, or person having the equity of redemption” were inserted immediately after the word “mortgagor”.

Interest of a
mortgagor

(2) The sheriff to whom an execution against the lands and tenements of a mortgagor is directed may seize, sell and convey all the interest of the mortgagor in any mortgaged lands and tenements.

Equity of
redemption

(3) The equity of redemption in freehold land is saleable under an execution against the lands and tenements of the owner of the equity of redemption in the owner’s lifetime, or in the hands of the owner’s executors or administrators after the owner’s death, sub-

qui acquièrent ultérieurement un droit sur le contrat de sûreté.

Signification
de l’avis au
débiteur

(3) Le débiteur aux termes d’un contrat de sûreté n’est pas touché par une saisie pratiquée en vertu du présent article, sauf si un avis de la saisie lui a été signifié, et tout paiement versé, avant la signification, au créancier garanti par le débiteur aux termes du contrat de sûreté est valide.

Paiement au
shérif

(4) Le débiteur à qui a été signifié un avis de saisie aux termes du paragraphe (3) verse au shérif toutes les sommes d’argent alors exigibles, ainsi que celles qui peuvent échoir aux termes du contrat de sûreté, au fur et à mesure de leur échéance, jusqu’à concurrence du montant nécessaire pour satisfaire à l’exécution forcée.

Versement
effectué après
l’avis

(5) Le versement effectué au créancier garanti après la signification de l’avis de saisie conformément au paragraphe (3), ou après que le débiteur a eu connaissance réelle de la saisie, est nul sauf s’il est fait au shérif ou au créancier saisissant.

Lorsque la
saisie n’est
plus valide

(6) Si un état de modification du financement a été enregistré aux termes du paragraphe (2) et qu’il a été satisfait à l’exécution forcée ou que celle-ci est expirée, annulée ou retirée, le shérif enregistre un état de modification du financement aux termes de la *Loi sur les sûretés mobilières*, selon la formule prescrite par celle-ci, consignait le fait que la saisie de la sûreté n’est plus valide.

Droits et
recours du
shérif

(7) Outre les recours prévus par la présente loi, le shérif qui a saisi la sûreté peut se prévaloir de tous les droits et recours d’un débiteur saisi aux termes du contrat de sûreté et de la *Loi sur les sûretés mobilières*, et il a droit à un cautionnement suffisant pour l’indemniser de tous les frais et dépenses qu’il engagera dans le cadre de la mise à exécution du contrat de sûreté. 1989, chap. 16, art. 83, *en partie*.

Définition

28 (1) Dans le présent article, l’expression «débiteur hypothécaire» s’interprète comme si elle était suivie des termes «ses héritiers, exécuteurs testamentaires, administrateurs ou ayants droit, ou le titulaire du droit de rachat».

Intérêt du
débiteur
hypothécaire

(2) Le shérif à qui est délivré le bref d’exécution forcée visant des biens-fonds et tenements d’un débiteur hypothécaire peut saisir, vendre et céder tout l’intérêt du débiteur hypothécaire sur les biens-fonds et tenements hypothéqués.

Droit de
rachat

(3) Sous réserve de l’hypothèque, le droit de rachat des biens-fonds en tenure franche peut être vendu aux termes d’une exécution forcée visant les biens-fonds et tenements qui appartiennent au titulaire du droit de rachat, du vivant de ce dernier, ou qui sont entre les

ject to the mortgage, in the same manner as land and tenements may now be sold under an execution.

Selling lands subject to more than one mortgage in execution

(4) Where more mortgages than one of the same lands have been made to the same mortgagee or to different mortgagees, subsections (2) and (3) apply, and the equity of redemption is saleable under an execution against the lands and tenements of the owner, subject to the mortgages, in the same manner as in the case of land subject to one mortgage only.

Effect of sale

(5) The effect of the seizure or taking in execution, sale and conveyance of mortgaged lands and tenements is to vest in the purchaser, the purchaser's heirs and assigns, all the interest of the mortgagor therein at the time the execution was placed in the hands of the sheriff, as well as at the time of the sale, and to vest in the purchaser, the purchaser's heirs and assigns, the same rights as the mortgagor would have had if the sale had not taken place, and the purchaser, the purchaser's heirs or assigns, may pay, remove or satisfy any mortgage, charge or lien that at the time of the sale existed upon the lands or tenements so sold in like manner as the mortgagor might have done, and thereupon the purchaser, the purchaser's heirs and assigns, acquire the same estate, right and title as the mortgagor would have acquired in case the payment, removal or satisfaction had been effected by the mortgagor.

Effect of purchase by mortgagee or execution creditor

(6) A mortgagee of land, or the executors, administrators or assigns of a mortgagee, being or not being the execution creditor, may be the purchaser at the sale and acquire the same estate, interest and rights thereby as any other purchaser, but in that event the mortgagee or the executors, administrators or assigns of the mortgagee shall give to the mortgagor a release of the mortgage debt, and if another person becomes the purchaser, and, if the mortgagee, the mortgagee's executors, administrators or assigns enforce payment of the mortgage debt by the mortgagor, the purchaser shall repay the debt and interest to the mortgagor, and, in default of payment thereof within one month after demand, the mortgagor may recover the debt and interest from the purchaser, and has a charge therefor upon the mortgaged land. R.S.O. 1980, c. 146, s. 27.

Contingent interests liable to execution

29.—(1) Any estate, right, title or interest in land which, under section 10 of the *Conveyancing and Law of Property Act*, may be conveyed or assigned by any person, or over

maines de ses exécuteurs testamentaires ou de ses administrateurs après son décès, de la même manière que les biens-fonds et tènements peuvent maintenant être vendus aux termes d'une exécution forcée.

(4) Si plusieurs hypothèques sur les mêmes biens-fonds sont consenties au même créancier hypothécaire ou à des créanciers hypothécaires distincts, les paragraphes (2) et (3) s'appliquent et le droit de rachat, sous réserve des hypothèques, peut être vendu aux termes d'une exécution forcée visant les biens-fonds et tènements du titulaire du droit de rachat, comme s'il s'agissait d'un bien-fonds grevé d'une seule hypothèque.

Vente de biens-fonds grevés plusieurs fois

(5) La saisie, la vente et la cession des biens-fonds et tènements hypothéqués ont pour effet d'investir l'adjudicataire, ses héritiers et ayants droit de tout intérêt qu'y possède le débiteur hypothécaire au moment de la remise au shérif du bref d'exécution forcée ainsi qu'au moment de la vente, et d'investir l'adjudicataire, ses héritiers ou ayants droit des mêmes droits qu'aurait eus le débiteur hypothécaire si la vente n'avait pas eu lieu. L'adjudicataire, ses héritiers ou ayants droit peuvent satisfaire à l'hypothèque, à la charge ou au privilège qui grèvent, au moment de la vente, les biens-fonds et tènements ainsi vendus comme aurait pu le faire le débiteur hypothécaire. L'adjudicataire, ses héritiers et ayants droit acquièrent le même domaine, le même droit et le même titre qu'aurait acquis le débiteur hypothécaire si c'était lui qui avait satisfait à l'hypothèque.

Effet de la vente

(6) Le créancier hypothécaire d'un bien-fonds, ou ses exécuteurs testamentaires, administrateurs ou ayants droit, qu'il soit ou non le créancier saisissant, peut se porter adjudicataire lors de la vente et acquérir ainsi le même domaine, le même intérêt et les mêmes droits que tout autre adjudicataire. Toutefois, il est tenu, dans ce cas, de donner au débiteur hypothécaire mainlevée de la dette hypothécaire. Si une autre personne se porte adjudicataire, et que le créancier hypothécaire, ses exécuteurs testamentaires, administrateurs ou ayants droit exigent du débiteur hypothécaire le paiement de la dette hypothécaire, l'adjudicataire rembourse à ce dernier le montant de la dette, majoré des intérêts, dans le mois qui suit la demande. Si l'adjudicataire ne verse pas le montant précité dans le délai précisé, le débiteur hypothécaire peut recouvrer de celui-ci le montant de la dette et les intérêts, et est titulaire d'une charge sur le bien-fonds hypothéqué. L.R.O. 1980, chap. 146, art. 27.

Effets de l'achat par le créancier hypothécaire ou le créancier saisissant

29 (1) Les domaines, les droits, les titres ou les intérêts fonciers qu'en vertu de l'article 10 de la *Loi sur les actes translatifs de propriété et le droit des biens* une personne

Exécution forcée de droits éventuels

which the person has any disposing power that the person may, without the assent of any other person, exercise for the person's benefit, is liable to seizure and sale under execution against such person in like manner and on like conditions as land is by law liable to seizure and sale under execution, and the sheriff selling it may convey and assign it to the purchaser in the same manner and with the same effect as the person might have done.

Property
subject to
power of
appointment

(2) Property over which a deceased person had a general power of appointment exercisable for his or her own benefit without the assent of any other person where it is appointed by his or her will may be seized and sold under an execution against the personal representative of such deceased person after the property of the deceased has been exhausted. R.S.O. 1980, c. 146, s. 28.

Interest in
pew or
sitting

30.—(1) The interest of a person derived by deed, lease or licence in writing from the churchwardens or other authorities of any church in a pew or sitting, if the interest is assignable by the holder thereof, may be sold under execution at the suit of the churchwardens or other authorities for arrears of rent or other charges to which the pew or sitting is subject, or which the holder thereof may have agreed to pay or for which he or she may be liable, or at the suit of any creditor of such holder, and the churchwardens or other authorities may become purchasers at such sale on behalf of the church, and may relet or sell the right so acquired.

Deed

(2) The sheriff may execute a deed to the purchaser of the interest so sold, and the churchwardens or other authorities shall, on production of the deed, give effect to it upon payment of any arrears of rent or charge then due.

Saving

(3) Such sale is subject to any continuing rent or charge of such pew or sitting previously stipulated for or imposed, and does not prejudice the right to impose increased rent or charges on such pew or sitting pursuant to any law or custom. R.S.O. 1980, c. 146, s. 29.

Execution
against
partner

31. Under an execution against a partner in his or her personal capacity, partnership assets shall not be taken in execution, but an order may be made appointing a receiver of the partner's share of profits whether already declared or accruing and of any other money that may be coming to him or her in respect of the partnership. 1984, c. 11, s. 177 (3).

How execu-
tion enforce-
able against
executor,
etc.

32. The title and interest of a testator or intestate in land may be seized and sold under an execution upon a judgment recov-

peut céder ou aliéner pour son usage sans le consentement de qui que ce soit peuvent être saisis et vendus en vertu d'une exécution forcée à l'encontre de cette personne, de la même manière et aux mêmes conditions que prévoit la loi pour la saisie et la vente de biens-fonds en vertu d'une exécution forcée. Le shérif qui procède à la vente peut les céder à l'adjudicataire de la même manière et avec les mêmes effets qu'aurait pu le faire la personne elle-même.

Pouvoir de
désignation

(2) Les biens sur lesquels une personne décédée pouvait exercer un pouvoir de désignation pour son propre usage sans le consentement de qui que ce soit, si ces biens sont désignés dans son testament, peuvent être saisis et vendus en vertu d'une exécution forcée à l'encontre du représentant successoral de la personne décédée, après l'épuisement des biens de celle-ci. L.R.O. 1980, chap. 146, art. 28.

Intérêt sur un
banc ou un
siège réservé
à l'église

30 (1) L'intérêt cessible que consentent les marguilliers ou autres autorités par acte scellé, contrat de louage ou permission sur un banc ou un siège réservé dans l'église peut être vendu en vertu d'une exécution forcée à la demande des marguilliers ou autres autorités pour acquitter des arriérés de loyer ou autres frais auxquels le banc ou le siège réservé sont assujettis, ou que le titulaire peut s'être engagé à payer ou dont il peut être tenu, ou à la demande de l'un de ses créanciers. Les marguilliers ou autres autorités peuvent, à la vente, se porter adjudicataires pour le compte de l'église et ensuite vendre le droit ou le louer de nouveau.

Acte scellé

(2) Le shérif peut passer un acte scellé en faveur de l'adjudicataire de l'intérêt ainsi vendu. Sur présentation de l'acte scellé, les marguilliers ou autres autorités y donnent suite après que les arriérés de loyer ou les frais alors échus ont été acquittés.

Exceptions

(3) La vente est faite sous réserve des loyers ou frais continus antérieurement convenus ou imposés. Elle ne porte pas atteinte au droit d'imposer une augmentation du loyer ou des frais en conformité avec une loi ou une coutume. L.R.O. 1980, chap. 146, art. 29.

Exécution
forcée contre
un associé

31 Sont soustraits à l'exécution forcée pratiquée à l'encontre d'un associé personnellement les biens de la société en nom collectif. Toutefois, un séquestre peut être nommé, par ordonnance, afin d'administrer la part des profits de l'associé, qu'elle soit déjà déclarée ou qu'elle s'accumule encore, ainsi que toute autre somme d'argent qui peut lui échoir dans le cadre de sa participation à la société. 1984, chap. 11, par. 177 (3).

Exécution
forcée contre
l'exécuteur
testamentaire

32 Le titre et l'intérêt que possédait le testateur ou l'intestat sur un bien-fonds peuvent être saisis et vendus en vertu d'une

ered by a creditor of the testator or intestate against his or her executor or administrator in the same manner and under the same process as upon a judgment against the deceased if he or she were living. R.S.O. 1980, c. 146, s. 30.

Executions
against
municipal
corporations

33.—(1) An execution against a municipal corporation may be endorsed with a direction to the sheriff to levy the amount thereof by rate, and the proceedings thereon shall then be the following:

Statement of
claim to
treasurer

1. The sheriff shall deliver a copy of the writ and endorsement to the treasurer of the municipal corporation, or leave such copy at the office or dwelling-place of that officer, with a statement in writing of the sheriff's fees and of the amount required to satisfy the execution, including the interest calculated to some day as near as is convenient to the day of the service.

When sheriff
to strike rate

2. If the amount with interest thereon from the day mentioned in the statement is not paid to the sheriff within one month after the service, the sheriff shall examine the assessment roll of the municipality and shall, in like manner as rates are struck for general municipal purposes, strike a rate sufficient in the dollar to cover the amount due on the execution, with such addition as the sheriff considers sufficient to cover the interest up to the time when the rate will probably be available, and his or her own fees and poundage.

Sheriff's
precept to
collector,
etc., to levy
rate

3. The sheriff shall thereupon issue a precept under his or her hand and seal of office directed to the collector of the corporation, and shall annex to the precept the roll of such rate, and shall, by the precept after reciting the writ and that the corporation has neglected to satisfy it and referring to the roll annexed to the precept, command the collector to levy such rate at the time and in the manner by law required in respect to the general annual rates.

Rate rolls

4. If, at the time for levying the annual rates next after the receipt of such report, the collector has a general rate roll delivered to him or her for the year, he or she shall add a column thereto headed "Execution rate in A.B. vs. The Township of.." or "Execution rate in A.B. vs. The Township of/Impôt relatif à l'exécution forcée dans l'affaire de A.B. contre le

exécution forcée par suite d'un jugement obtenu par un créancier du testateur ou de l'intestat contre l'exécuteur testamentaire ou l'administrateur, de la même manière et selon les mêmes règles que s'il s'agissait d'un jugement obtenu contre la personne décédée si elle était vivante. L.R.O. 1980, chap. 146, art. 30.

33 (1) L'exécution forcée pratiquée à l'encontre d'une municipalité peut porter à l'endos une directive enjoignant au shérif d'en prélever le montant par voie d'impôt. La procédure à suivre dans ce cas est la suivante :

Exécution
forcée contre
les municipa-
lités

1. Le shérif remet une copie du bref et de l'endossement au trésorier de la municipalité ou la laisse au bureau ou au logement de ce dernier, avec un relevé écrit des honoraires du shérif et du montant exigé pour satisfaire à l'exécution forcée, y compris les intérêts calculés jusqu'à une date aussi proche que possible du jour de la signification.

Relevé fourni
au trésorier

2. Si le montant et les intérêts sur celui-ci calculés jusqu'à la date mentionnée dans le relevé ne lui sont pas payés dans le mois qui suit la signification, le shérif fait l'examen du rôle d'évaluation de la municipalité et, selon le mode prévu pour les impôts perçus à des fins municipales, fixe un taux d'impôt par dollar d'évaluation suffisant pour acquitter le montant exigible aux termes de l'exécution forcée, majoré du montant qu'il juge suffisant pour payer les intérêts jusqu'au jour où l'impôt sera probablement disponible, en plus du montant de ses propres honoraires et commission.

Le shérif peut
fixer l'impôt

3. Le shérif décerne alors un mandat signé et revêtu de son estampille officielle, à l'adresse du percepteur de la municipalité, et y joint le rôle de perception de cet impôt. Le mandat énonce le bref et le défaut de la municipalité de s'y conformer et, faisant mention du rôle de perception qui lui est joint, ordonne au percepteur de lever cet impôt au moment et de la manière qu'exige la loi à l'égard de l'impôt général annuel.

Mandat du
shérif au per-
cepteur, etc.

4. Si, au moment où se fait la première perception annuelle des impôts qui suit la réception du mandat, le percepteur de la municipalité a un rôle de perception général qui lui a été remis pour l'année, il y ajoute une colonne intitulée soit «Execution rate in A.B. vs. The Township of/Impôt relatif à l'exécution forcée dans l'affaire de A.B. contre le canton de,»

Rôles de per-
ception

canton de", adding a similar column for each execution if more than one, and shall insert therein the amount by such precept required to be levied upon each person respectively, and shall levy the amount of such execution rate as aforesaid, and shall, within the time within which he or she is required to make the return of the general annual rate, return to the sheriff the precept with the amount levied thereon.

Surplus

5. The sheriff shall, after satisfying the execution and all the fees and poundage thereon, pay any surplus, within ten days after receiving it, to the treasurer of the municipal corporation. R.S.O. 1980, c. 146, s. 31 (1), *revised*.

Functions of clerk, assessors and collectors

- (2) The clerk, assessor and collector of the corporation shall, for all purposes connected with carrying into effect, or permitting or assisting the sheriff to carry into effect, the provisions of this Act with respect to such execution, be deemed to be officers of the court out of which the writ issued, and as such are amenable to the court and may be proceeded against by attachment, mandamus or otherwise in order to compel them to perform the duties imposed upon them. R.S.O. 1980, c. 146, s. 31 (2).

Jurisdiction of sheriff on annexation

34.—(1) Where an area of land in a county or district is annexed for judicial purposes to an adjoining county or district,

- (a) all writs of execution in the hands of the sheriff for the county or district to which the area is annexed at the time of the annexation bind the land in the annexed area from that time, subject to section 136 of the *Land Titles Act*; and
- (b) the annexed area shall be deemed to remain in the bailiwick of the sheriff for the county or district of which it was formerly a part in respect of each writ of execution in his or her hands at the time of the annexation until its withdrawal, expiry or renewal, as the case may be.

Levy against land in annexed area

- (2) No steps shall be taken by either sheriff referred to in subsection (1) to seize and sell real or personal property of a debtor in the annexed area under a writ of execution, until he or she has notified the other sheriff of the intention to do so, and the sheriff so notified shall forward to the sheriff executing

soit «Execution rate in A.B. vs. The Township of», et une colonne semblable pour chaque exécution forcée s'il y en a plus d'une. Il y fait figurer les montants que le mandat exige de chaque contribuable et prélève le montant de l'exécution forcée de la manière indiquée ci-dessus. Dans le même délai qui lui est accordé pour effectuer la perception de l'impôt général annuel, il retourne au shérif son mandat avec les sommes d'argent perçues.

5. Après avoir satisfait à l'exécution forcée et perçu ses honoraires et sa commission, le shérif remet l'excédent au plus tard dix jours après l'avoir reçu, au trésorier de la municipalité. L.R.O. 1980, chap. 146, par. 31 (1), *révisé*.

Excédent

- (2) Le secrétaire, l'évaluateur et le percepteur de la municipalité, pour l'application de la présente loi et pour permettre au shérif d'appliquer la présente loi à l'égard de l'exécution forcée, ou lui apporter leur aide, sont réputés des officiers de justice du tribunal qui a décerné le bref. Ils peuvent, à ce titre, être tenus de rendre compte au tribunal et faire l'objet d'une action, notamment par voie de mandamus ou de contrainte par corps, aux fins de les obliger à accomplir le devoir qui leur est imposé. L.R.O. 1980, chap. 146, par. 31 (2).

Fonctions du secrétaire, des évaluateurs et des percepteurs

34 (1) Lorsque, à des fins judiciaires, un secteur compris dans les limites d'un comté ou d'un district est annexé au comté voisin ou au district voisin :

Compétence des shérifs après l'annexion

- a) tous les brefs d'exécution forcée alors entre les mains du shérif du comté ou du district auquel est annexé ce secteur grèvent, à compter de la date de l'annexion et sous réserve de l'article 136 de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*, les biens-fonds situés dans les limites du secteur annexé;
- b) le secteur annexé est réputé demeurer dans le ressort du shérif du comté ou du district dont il faisait antérieurement partie à l'égard de chaque bref d'exécution forcée entre les mains du shérif au moment de l'annexion, jusqu'au retrait, à l'expiration ou au renouvellement de ce bref, selon le cas.

- (2) Ni l'un ni l'autre des shérifs visés au paragraphe (1) ne doit saisir ou vendre en vertu d'une exécution forcée des biens immeubles ou personnels d'un débiteur dans le secteur annexé avant d'avoir avisé l'autre shérif de son intention de le faire. Le shérif ainsi avisé transmet au shérif qui exécute le bref une copie certifiée conforme de chacun

Exécution forcée dans les secteurs annexés

the writ a certified copy of each writ of execution against the debtor,

- (a) in his or her hands, where the sheriff notified is the sheriff for the county or district to which the area is annexed; or
- (b) in his or her hands at the time of the annexation and not thereafter withdrawn, expired or renewed, where the sheriff notified is the sheriff for the county or district of which the annexed area was formerly a part.

Filing of writs of execution before sale

(3) Where a certified copy of a writ of execution is received by a sheriff under subsection (2), the copy shall be deemed to be a writ of execution directed to the sheriff receiving it and filed by the creditor named therein on the day of its receipt.

Liens for bail

(4) This section applies to liens for bail under the *Bail Act* against land in the annexed area to which the *Registry Act* applies in the same manner as if the certificates of lien for bail were writs of execution, except that a lien of which a certificate was delivered to the sheriff of the county or district of which the annexed area was formerly part shall expire three years after the annexation takes effect unless it is sooner discharged or a certificate thereof is delivered to the sheriff in whose bailiwick the land is situate.

Creation of regional or district municipalities or counties

(5) Where a regional or district municipality or a county is created, the land therein shall be deemed to be annexed to the regional or district municipality or county for the purposes of this section. R.S.O. 1980, c. 146, s. 32.

des brefs d'exécution forcée à l'encontre du débiteur, selon le cas :

- a) qu'il a entre les mains, si le shérif ainsi avisé est le shérif du comté ou du district auquel le secteur est annexé;
- b) qu'il a entre les mains au moment de l'annexion et qui n'ont pas pris fin par suite du retrait ou de l'expiration, ou n'ont pas été renouvelés, si le shérif ainsi avisé est le shérif du comté ou du district dont le secteur annexé faisait antérieurement partie.

(3) Si un shérif reçoit la copie certifiée conforme d'un bref d'exécution forcée en application du paragraphe (2), cette copie est réputée être adressée au shérif qui la reçoit et avoir été déposée le jour de sa réception par le créancier dont le nom figure au bref.

Dépôt des brefs d'exécution forcée avant la vente

(4) Le présent article s'applique aux privilèges consentis à titre de caution, au sens de la *Loi sur la mise en liberté sous caution*, qui grèvent les biens-fonds situés dans le secteur annexé et régis par la *Loi sur l'enregistrement des actes* de la même manière que si les certificats qui attestent le privilège étaient des brefs d'exécution forcée. Toutefois, le privilège pour lequel un certificat a été remis au shérif du comté ou du district dont faisait antérieurement partie le secteur annexé s'éteint trois ans après l'annexion, à moins que mainlevée n'en soit donnée plus tôt ou qu'un certificat n'en soit remis au shérif dans le ressort duquel les biens-fonds sont situés.

Privilèges aux fins d'une caution

(5) Si une municipalité régionale ou une municipalité de district est formée, ou qu'un comté est créé, les biens-fonds qui y sont situés sont réputés annexés à la municipalité ou au comté pour l'application du présent article. L.R.O. 1980, chap. 146, art. 32.

Création de comtés, de municipalités régionales ou de municipalités de district

